



Lire et Ecrire

ANALPHABÉTISME ET ALPHABÉTISATION DANS LES POLITIQUES LINGUISTIQUES EN WALLONIE

Analyse présentée dans le cadre du Colloque organisé
par la Fondation wallonne P.M et J.F. Humblet
« L'enseignement des langues en Wallonie.
Enjeux citoyens et chances pour l'avenir »

Catherine STERCQ
février 2005



Avec le soutien de la Communauté française - Direction générale de la
Culture- Service de l'Éducation Permanente

*Plus de 15.000 adultes suivent aujourd'hui, en Communauté française, des cours d'alphabétisation. Qui sont-ils ? Des femmes ? Des personnes âgées ? Des migrants à la recherche de français langue seconde ? Des jeunes sortant de l'enseignement obligatoire sans avoir acquis les savoirs de base ? ... Pourquoi ne savent-ils ni lire et écrire ? Pourquoi - et dans quel cadre - viennent-ils apprendre « le français » ? ...
A la croisée de multiples logiques, l'alphabétisation croise-t-elle celles des politiques linguistiques ?*

Il est plus fréquent aujourd'hui de parler d'alphabétisation dans le cadre de politiques d'insertion sociale, d'insertion professionnelle, d'éducation et de formation à la citoyenneté et aux savoirs de base,...que dans le cadre de réflexions centrées sur les politiques d'enseignement des langues.

Les problématiques d'alphabétisation croisent pourtant bien, à de nombreux niveaux, les préoccupations de ce colloque : Pourquoi alphabétiser ? Dans et contre quelle(s) langue(s) ? Via quelles démarches méthodologiques ? Quels dispositifs légaux ?.... Et sont intimement liées aux politiques linguistiques.

D'un point de vue historique, contentons nous ici de rappeler que l'alphabétisation a toujours été au cours des siècles, un outil d'élimination des langues régionales ou minoritaires.

Rappelons également que depuis les années 1950, vu la scolarité obligatoire, la Belgique, comme les autres pays industrialisés, a déclaré à l'Unesco un taux d'analphabétisme de 0 % - et ce même si l'armée organisait alors très officiellement des cours d'alphabétisation.

Pourtant, malgré la scolarité obligatoire et malgré les (ou en l'absence de ...) politiques linguistiques liées à l'immigration, de très nombreux adultes ne maîtrisent pas l'écrit - et ce dans aucune langue.

Aujourd'hui, en Communauté française, quelques 16.000 adultes participent, dans plus de 200 centres, à ce que nous appelons des « cours d'alphabétisation » et qu'ils appellent plus volontiers « l'école ».

Qui sont-ils ?

Ce sont des hommes et – surtout – des femmes ; des belges et très majoritairement des étrangers, de toutes nationalités, avec ces dernière années une part importante de public issu des nouvelles migrations (Europe de l'Est, Afrique noire) ; des jeunes et moins jeunes : de 18 à 85 ans...il n'y a pas d'âge pour apprendre. La majorité se situe cependant dans la tranche des 30-40 ans. Nous constatons qu'au fil des ans leur précarisation augmente. Aujourd'hui près de 75 % dépendent du CPAS ou n'ont aucun revenu propre.

Ils n'ont jamais été à l'école, en sont sortis sans diplôme ou, malgré un CEB voire plus rarement un diplôme de niveau secondaire inférieur, ne maîtrisent pas les compétences de base en lecture et écriture.

Mais au-delà de ces données statistiques, il n'existe pas de profil type de « l'analphabète » ou de l'illettré ».

Les difficultés de nommer : « analphabète », « analphabète de retour », « semi-analphabète », « analphabètes fonctionnels », « illettré »...et de définir ne sont pas des hasards. Ces publics n'existent pas. Ils sont désignés tels en fonction de critères socio-économiques et politiques –

dont les politiques linguistiques – extérieurs aux caractéristiques propres de l'individu. Les définitions, perceptions, représentations de l'analphabétisme, de l'illettrisme, sont avant tout sociales et donc variables. Au 19^{ème} siècle il suffisait de savoir signer pour échapper à tout soupçon d'analphabétisme. Aujourd'hui avec un diplôme de l'enseignement secondaire inférieur en poche on est considéré comme « groupe à risque » dans les politiques d'insertion professionnelle.

La définition de l'analphabétisme renvoie aux caractéristiques du développement de la société et à son modèle. C'est elle - concrètement aujourd'hui l'Europe et l'OCDE – qui décide des savoirs utiles et des niveaux de compétences à atteindre. C'est ainsi qu'aujourd'hui on retrouve le mot analphabète accolé à tout ce que nous devons savoir pour bien fonctionner dans la société et que l'on va entendre parler, par exemple, « d'alphabétisation numérique ».

Selon le point de vue, les estimations varieront donc de 0.49% (ceux qui « ne savent même pas signer ») à 70%, (ceux qui « n'ont qu'un diplôme secondaire »). Les enquêtes récentes menées dans différents pays européens proches donnent des fourchettes de l'ordre de 9 à 20% de personnes adultes se situant au niveau actuellement défini comme le plus bas dans la maîtrise de l'écrit.

Ce n'est que très récemment que l'école s'est donné comme objectif la réussite de tous dans les apprentissages de base. La norme a longtemps été l'échec scolaire – considéré comme normal et inéluctable - d'une partie de chaque classe. Il fallait aussi des balayeurs... Et ce changement n'est pas d'abord une affaire d'humanisme. C'est qu'aujourd'hui notre modèle de développement économique implique que le balayeur sache lire, voire soit multilingue.

Quels ont été leurs itinéraires scolaires ?

Bien sur, il y a tous ceux qui n'ont pas eu de scolarité – ou une scolarité très écourtée. Parce qu'il n'y avait pas d'école, ou qu'elle était trop loin, trop chère, réservée aux garçons, ou parce que le travail des enfants était une nécessité pour la survie familiale. C'est majoritairement le cas des migrants des pays du Sud.

Il y a tous ceux qui plus ou moins scolarisés dans leur pays d'origine ont besoin d'une adaptation à notre langue. Et qui se retrouvent souvent dans des groupes d'alphabétisation par défaut. Parce qu'il n'existe pas en Communauté française et en Wallonie de réelle politique d'accueil des primo-arrivants, à fortiori de volet linguistique à cette politique d'accueil.

Mais il y a aussi tous ceux qui ont été scolarisés de longues années en Belgique et qui un jour se désignent ou sont désignés comme analphabètes puis frappent à la porte d'une association pour venir apprendre à lire et à écrire.

Une enquête menée en 1985 par Lire et Ecrire auprès de personnes ayant été entièrement scolarisées en Belgique et participant à des cours d'alphabétisation, enquête qu'il serait certainement intéressant de refaire aujourd'hui, a mis en évidence les éléments suivants :

- Ø Un échec et un décrochage scolaire très précoce : en première et deuxième année
- Ø Aucun soutien, pas d'amélioration des résultats pour ceux qui restent longtemps : si on ne sait pas lire à 10 ans on ne saura pas lire à 16 ans et ce malgré des redoublements très nombreux et avec peu d'effet positif de l'orientation en enseignement spécial
- Ø Un sentiment très fort d'avoir été rejeté par un milieu scolaire discriminant, où l'on n'a pas sa place et où l'on vit une rupture culturelle importante.

Outre les questions d'apprentissages et de rapports aux savoirs, la question de la langue trouve ici toute son importance. Même belges depuis des générations, le français de l'école n'est le plus souvent pas la langue parlée à la maison par les participants aux cours d'alphabétisation, dans la sphère familiale, mais bien le bruxellois ou le wallon... Ne laissant aucune place ni reconnaissance aux identités linguistiques des élèves, l'école n'a pas non plus permis aux « francophones » qui fréquentent nos cours de s'approprier réellement le français.

Pourquoi certains décident ils un jour de pousser la porte d'un centre d'alphabétisation ?

Une autre enquête, menée en 1990, nous a permis de dégager une typologie des diverses logiques à l'œuvre parmi ces apprenants :

- « Recyclage »

Ce groupe se définit d'emblée comme lecteur. On sait lire, mais on suit la formation pour avoir un plus. Ce sont ceux que J.P Hautecoeur¹ définit comme « analphabètes par déclassement technologique ». Il s'agit pour eux de se maintenir à la hauteur, vis-à-vis du travail, mais aussi vis-à-vis des enfants. Il s'agit de se mettre à la page. Le plus souvent, ce groupe arrête satisfait ou pour des raisons extérieures à la formation

- « Projet »

Ce groupe se définit dans une perspective de changement. Un événement dans sa vie et l'écrit apparaît comme un outil nécessaire pour mener à bien un nouveau projet : élever des enfants, suivre leur scolarité, changer ou évoluer dans son travail, trouver un travail, s'intégrer dans un nouveau milieu, dans la société belge, réaliser son rêve une fois les enfants partis et le temps de la pension venu, ... Ce groupe arrête son projet réalisé... ou se rend compte qu'il n'y a pas de lien direct entre son projet et la maîtrise de l'écrit. Il va alors basculer dans l'un des autres groupes

- « Loisir actif »

Ce groupe est un groupe dont la société n'a plus besoin : prépensionnés, chômeurs de longue durée... La disparition de leur statut social de travailleur enlève sens à leur vie. Alors, on va au cours. Parce que « aller à l'école » c'est ce qui se rapproche le plus « d'aller travailler », aller à l'école c'est retrouver un groupe, une communauté, une inscription sociale, une nouvelle inscription sociale, dans un lieu légitime (et légitimé par les intervenants sociaux). On ne perd pas son temps, on travaille.

Ecrire, recopier, quoi ? Pas d'importance. On n'est pas là pour comprendre, on est là pour produire.

Mais derrière cet aspect – que le formateur vit parfois très mal – ce qui se dégage de ce groupe, c'est une demande de connaissance, de culture générale.

¹ *Politique d'alphabétisation au Québec : une perspective historique*, in « Alpha 90 » Institut de l'Éducation pour l'UNESCO 1990 pp31-52

Ils savent se débrouiller, ils ont des réseaux de solidarités, ils n'ont généralement pas honte de dire qu'ils ne savent pas lire.

On vient donc se cultiver Et comme on n'a jamais fini de connaître, on peut rester indéfiniment à «l'école», leur seul lieu légitime de reconnaissance sociale.

- « je sais/je ne sais rien = je suis/je ne suis rien »

Pour ce groupe, l'alphabétisation est vécue comme une obligation. A la fois il la rejette : « On est quelqu'un, on est un bon travailleur « ON SAIT » tout en ayant intériorisé une image d'eux-mêmes aliénante : « analphabète = bête » « je ne sais pas lire donc =je ne sais pas, = je ne suis rien ».

Ce groupe a constamment un discours paradoxal.

Il y a le monde de l'écrit. Ils sont dehors. Ils veulent y entrer. Il faut une clé. Il y a l'idée qu'on y rentre d'un coup ou pas du tout. La baguette magique qui fait passer de l'autre côté, l'autre côté du miroir avec la peur et le désir d'y entrer.

Ils disent «on a besoin de savoir lire comme de manger» mais ils arrêtent les cours tôt, déçus, avec un nouveau sentiment d'échec, tout en disant «on se débrouille bien sans».

Ces quelques portraits montrent toute la complexité de ce qui se joue derrière une réalité qui est souvent traitée de manière simpliste : une fois le diagnostic d'analphabétisme posé, un seul remède : l'alphabétisation.

Contrairement à ce que l'on dit fréquemment, Ces personnes ne viennent pas au cours pour sortir de l'exclusion, pour s'intégrer. Au contraire c'est parce que l'on est inséré – dans une société où le mode de communication dominant est l'écrit – que l'on a besoin de savoir lire et écrire. L'alphabétisation n'est pas un préalable à l'insertion, elle en est la conséquence.

Les facteurs qui poussent un jour quelqu'un à franchir le pas et à s'investir dans l'alphabétisation qui est, comme le dit la présentation de ce colloque pour l'apprentissage des langues, « toujours un investissement difficile et lourd de conséquence », sont multiples.

Je pense d'ailleurs qu'il n'y a aucune de différence à ce sujet entre une personne analphabète et vous ou moi. Pourquoi décidons nous un jour de franchir la porte d'une école de langue.... ?

De nombreuses recherches existent sur les motivations à l'entrée en formation. Mais dans le cadre de ce colloque, je pense plus intéressant de ce questionner sur les raisons qui font que nous ne nous décidons pas.

Pourquoi d'autres refusent ils de s'y inscrire malgré la pression sociale ?

Ne pas vouloir apprendre à lire et à écrire nous paraît impensable. Il y a pourtant de nombreuses bonnes raisons.

L'analphabétisme peut être vécu comme une identité, un statut, un signe de distinction. S'alphabétiser c'est perdre cette identité, sans savoir ce que l'on pourra recréer.

L'analphabétisme peut aussi être un refus d'assimilation à une société, vue comme la perte de sa culture ou de sa langue. Pour prendre un exemple lié aux politiques linguistiques, Serge

Wagner², chercheur québécois parle « d'analphabétisme de résistance » de minorités francophones du Canada. En effet, pour ces francophones, s'alphabetiser s'était devenir anglophone. L'analphabétisme permettant de maintenir vivante leur langue et leur culture. En Communauté française la question de la langue d'alphabetisation est toujours régulièrement posée. Actuellement l'alphabetisation se fait massivement en français, sans choix réel possible.

Enfin il faut savoir ce que l'écrit peut apporter dans la vie et avoir envie de rencontrer l'autre pour s'engager dans cette difficile aventure d'apprentissage.

En conclusion

On est analphabète, on reste analphabète malgré la participation à des cours d'alpha, parce qu'on n'est pas partie prenante des circuits de communication et d'expression culturelle, sociale, politique et économique. Et que dès lors on n'a pas de raisons de lire.

Il faut être, d'abord et sans équivoque, reconnu dans ses compétences et reconnu comme un citoyen à part entière pour avoir des raisons d'acquérir de nouveaux savoirs et l'occasion de les exercer.

Aussi aucune politique d'alphabetisation ne peut avoir d'effet si on ne se donne pas également pour objectif de construire une société qui cesse de produire des exclusions, qui permette à tous de vivre dans la dignité, qui garantisse à chacun une réelle sécurité d'existence, sans laquelle aucun projet de formation n'est possible

Et aucune action d'alphabetisation ne peut avoir d'effet si elle ne permet pas de se confronter aux questions du lien social, du sens de sa vie et de l'apprentissage, des valeurs et du pouvoir.

Quant à en mesurer les effets, laissons pour terminer la parole à une apprenante :

« Avant, quand je me disputais avec mon mari, je ne savais pas quoi lui répondre. Maintenant il ne me met plus dans sa manche. Avant il me mettait toujours dans sa manche. Parfois il s'énerve...et je lui réponds, je ne me laisse pas faire moi et quand il m'attrape comme ça, je l'attrape aussi....Pourtant c'était pas un cours de lutte ici. »

² *Alphabetisation et assimilation des minorités au Canada : le cas des francophones du Canada* in « Alpha 90 » Institut de l'Education pour l'UNESCO 1990 pp 53-84

Editeur responsable :

Lire et Ecrire Communauté française ASBL

Catherine Stercq , Rue Dansaert, 2a -1000 Bruxelles

É 02/502.72.01 www.lire-et-ecrire.be